

Lorsqu'on ne parvient plus à se faire soigner, quel risque prend-on à renverser la table ?

Un collectif de soignants alerte sur les inégalités dans l'accès aux soins en France et leurs conséquences politiques dès lors qu'elles génèrent un « sentiment de déclassement » et une « immense et légitime rancœur »

Aujourd'hui, l'accès aux soins est une préoccupation majeure des Français, avant le terrorisme, le contrôle des flux migratoires ou la lutte contre le réchauffement climatique, d'après les sondages qui se succèdent (voir par exemple l'enquête Ipsos, «Ce qui préoccupe les Français», en juillet).

Les carences sont connues, documentées et vécues par tous au quotidien. Selon le ministère de la santé, 87% du territoire est considéré comme un désert médical, et un tiers de la population n'a pas un accès suffisant aux soins. Les urgences souffrent, craquent, ferment ou trient. L'accès à un spécialiste ou à un centre d'expertise peut prendre des mois, à condition qu'ils acceptent encore de nouveaux patients.

Ainsi en est-il par exemple des centres antidouleur, des centres médico-psychologiques ou des équipes de soins palliatifs auxquels n'ont accès que la moitié des patients qui en auraient besoin alors même qu'ils sont atteints de maladies graves en phase parfois très avancée (Cour des comptes, juin 2023). Trop souvent, l'accès aux soins est devenu une affaire de réseau. «Connais-tu un bon médecin spécialiste?» «As-tu quelqu'un dans ta famille qui con-



TROP SOUVENT, L'ACCÈS AUX SOINS EST AFFAIRE DE RÉSEAU. LE CAPITAL SOCIAL EST DEvenu LA MEILLEURE ASSURANCE-MALADIE

qui les soignent, ces personnes ne sont pas de gauche ou de droite, françaises ou étrangères, avec ou sans papiers, elles sont simplement humaines, et notre mission est de les aider à guérir ou à vivre avec la maladie et de les accompagner parfois jusqu'à la mort.

En cela, le soin est un engagement politique au sens le plus élémentaire. Alors même que notre société valorise le pouvoir, le contrôle et la force, nous, soignants, sommes là pour entendre la détresse, pour accompagner la souffrance jusqu'à parfois même l'envie de mourir et pour essayer de

naître quelqu'un?» Le capital social est ainsi devenu la meilleure assurance-maladie, ce qui crée dans le pays un fort sentiment d'insécurité médicale.

Cette réalité est un moteur profond de colère et une des causes majeures du sentiment de déclassement. L'impossibilité de parvenir à être soigné ou à faire soigner ses parents ou ses enfants génère une immense et légitime rancœur. La violence qui s'exerce parfois à l'encontre des soignants en est une conséquence. Lorsque la puissance publique ne parvient plus à offrir des soins, quel risque prend-on à renverser la table? Les votes des dernières semaines traduisent aussi cette réalité.

Soignants, nous ne sommes pas là par hasard. Nous sommes là parce que ce qui compte, c'est l'humain. Infirmiers, aides-soignants, psychologues, pharmaciens ou médecins de toutes disciplines, nous accueillons tous ceux qui demandent de l'aide. Chaque jour, nous accompagnons les personnes dans leur diversité. Pour nous

comprendre, soulager et rassurer. Or, notre service public du soin est exsangue voire maltraitant, pour les personnes qu'il accueille comme pour celles qui y travaillent. Chaque jour, nous faisons avec inquiétude le constat de la fragilité de notre système de santé et de son incapacité croissante à répondre aux besoins de tous.

Un choix de société

Nous sommes dans une période de grande incertitude politique. Dans ce contexte chaotique, nous invitons nos élus, d'où qu'ils viennent, à faire front commun en faveur du soin pour le bénéfice de tous. Comment pouvons-nous collectivement prendre soin de tous et, en particulier, des personnes malades, vulnérables, âgées ou handicapées?

Cela représente un choix de société, au-delà des querelles de partis. Car une société qui n'accompagne pas de manière satisfaisante ceux qui ont le plus besoin d'aide est une société où se développent la colère et l'indifférence. Soignants, nous ne pouvons nous résoudre à cette défaite annoncée qui serait celle de tous et d'abord des plus fragiles.

Le soin rassemble et ouvre une perspective de solidarité, de progrès et de fraternité. Il replace le progrès technique au service de l'humain, peut remédier à de nombreuses pathologies sociales (isolement, sentiment d'inutilité, violences de tous ordres...). Il est un éloge de l'attention et nous invite à nous engager les uns pour les autres. Il est l'espoir de recoudre notre société fracturée. Nous espérons que s'impose la «loi du plus faible». Ce plus faible que nous continuerons d'accompagner quoi qu'il arrive parce que c'est notre métier, notre choix et le cœur battant de notre engagement. Ce cœur qui bat pour toute notre société. ■

Parmi les signataires :

Pr Georges Abi Lahoud, neurochirurgien, **Thierry Amoureux**, infirmier, **D^r Cyril Boronad**, pharmacien hospitalier, **D^{re} Claire Fourcade**, médecin en soins palliatifs, **Carole Gauvrit**, présidente du Conseil national professionnel des aides-soignants, **D^r Raphaël Gourevitch**, psychiatre, **Pr Olivier Guérin**, gériatre, **Pr Patrice Queneau**, membre émérite de l'Académie nationale de médecine, **D^r Manuel Rodrigues**, oncologue, **Ghislaine Sicre**, infirmière...

Retrouvez la liste complète des signataires sur [Lemonde.fr](https://www.lemonde.fr)